

Philippe TREMBLAY
vice-président, juge des libertés et de la
déten

N°RG : N° RG 20/00454 -
N° Portalis DBYB-W-B7E-MSH4

Minute n° : 20/00326

Nous Philippe TREMBLAY, Vice-président au tribunal judiciaire de Montpellier, Juge des libertés et de la détention assisté de Julie BARALE, greffier,

Vu l'arrêté du Maire de Montpellier en date du 15 avril 2020 portant admission provisoire en soins psychiatriques,

Vu l'arrêté du représentant de l'Etat en date du 16 avril 2020 portant admission en hospitalisation complète,

concernant : **Monsieur**
né le

Vu la saisine en date du 21 Avril 2020 de **M. LE PREFET DE L'HERAULT** et les pièces jointes à la saisine,

Vu les avis adressés le 21 Avril 2020 à :

- **Monsieur le Procureur de la République**
- **M. LE PREFET DE L'HERAULT**
- **L'ARS**
- **Monsieur**

Vu l'avis de monsieur le Procureur de la République en date du 21 avril 2020,

Vu l'avis adressé, avec le dossier, à la coordination avocat indiquant qu'il appartiendra à l'avocat désigné par le Bâtonnier de transmettre au greffe JLD, par tout moyen, ses écritures ou observations, avant le 22 avril 2020 à 9H00, date à laquelle le juge statuera sur la demande ;

Vu l'impossibilité de recourir à la visio-conférence, le pôle psychiatrie du CHU de Montpellier ne disposant pas du matériel nécessaire ;

Vu l'article 8 de l'ordonnance n° 2020-304 du 25 mars 2020 portant adaptation des règles applicables aux juridictions de l'ordre judiciaire statuant en matière non pénale sur le fondement de la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19, prévoyant la possibilité pour le juge, dans les procédures où la représentation par avocat est obligatoire, de décider que la procédure se déroule sans audience, sans qu'il lui soit nécessaire de recueillir préalablement l'accord des parties ;

Le juge des libertés et de la détention, saisi de la demande de contrôle de la mesure de soins psychiatriques sans consentement de **Monsieur**, a décidé, en raison de la crise sanitaire actuelle, que la procédure se déroulerait sans audience et a fixé au 22 avril 2020 la date à laquelle il statuerait sur la demande.

Monsieur a été informé qu'il peut lui-même consulter la procédure, faire des observations écrites et s'entretenir par téléphone avec son conseil.

Vu les observations écrites transmises par le patient le 21 avril 2020 et le 23 avril 2020,

Vu l'ordonnance du juge des libertés et de la détention du tribunal judiciaire de Montpellier en date du 22 avril 2020 reportant l'examen de la procédure au 24 avril 2020 afin de permettre à M. de s'entretenir avec Me FAUQUE,

Me Karen FAUQUE, avocat commis d'office, a pu consulter la procédure et s'entretenir librement avec lui, par téléphone.

Vu les conclusions déposées par Me Karen FAUQUE le 23 avril 2020, avocat désigné d'office pour représenter **Monsieur**

MOTIFS DE LA DECISION

L'article L3213-9 4° du code de la santé publique dispose que le représentant de l'Etat dans le département avise dans les vingt-quatre heures de toute admission en soins psychiatriques la famille de la personne qui fait l'objet de soins.

Il est de jurisprudence constante que c'est à bon droit qu'en l'absence de toute information de la famille de l'intéressée, apte à agir dans l'intérêt de celle-ci, le juge des libertés a ordonné la mainlevée immédiate de l'hospitalisation sans consentement.

L'avocate du patient indique que la famille n'a pas été prévenue alors que ce patient réside chez son père.

Aucun élément n'indique, en effet, que cette famille aurait été prévenue ni même recherchée.

Aucun élément ne permet, non plus, de présumer qu'elle n'aurait pas agi dans l'intérêt de ce patient.

Il en résulte que ce défaut d'information fait nécessairement grief à celui-ci.

Il convient, par conséquent, d'ordonner la mainlevée de l'hospitalisation complète dans un délai maximal de 24 heures.

EN CONSEQUENCE

Statuant en chambre du conseil et en premier ressort,

Rejetons la demande de maintien en hospitalisation complète formulée par M. LE PREFET DE L'HERAULT à l'égard de Monsieur et ORDONNONS la mainlevée de la mesure d'hospitalisation complète dans un délai maximal de 24 heures (art L3211-12 III du Code la santé publique).

Rappelons que le Procureur de la République dispose d'un délai de 6 heures à compter de la notification pour faire appel de la décision de la mainlevée.

Rappelons qu'appel peut être interjeté de cette décision dans un délai de dix jours de sa notification, par déclaration écrite motivée transmise par tout moyen au greffe de la cour d'appel.

Ainsi rendue le 24 Avril 2020 par Philippe TREMBLAY, Vice-président, juge des libertés et de la détention assisté de Julie BARALE, greffier qui l'ont signée.

Le greffier,

Le juge des libertés et de la détention

Mentions de notification le 24 Avril 2020 :

- Monsieur le Directeur de l'établissement par courriel
- Monsieur Hervé par l'intermédiaire du CHU
- Me Karen FAUQUE par courriel
- Monsieur le Représentant de l'Etat par télécopie et l'ARS par courriel
- Monsieur le Procureur de la République

TRIBUNAL DE GRANDE
INSTANCE
DE MONTPELLIER

CABINET DE
MONSIEUR TREMBLAY
JUGE DES LIBERTÉS ET DE LA DÉTENTION

Téléphone : 04.67.12.63.20
Télécopie : 04.67.12.60.93

SOINS PSYCHIATRIQUES
- PROCEDURE DE MAINTIEN -

N° RG : N° RG 20/00454 - N° Portalis
DBYB-W-B7E-MSH4
M.

NOTIFICATION D'UNE ORDONNANCE
STATUANT SUR UNE PROCÉDURE DE
MAINTIEN DES SOINS
PSYCHIATRIQUES

à

Monsieur le Procureur de la République

J'ai l'honneur de vous notifier l'ordonnance rendue ce jour par le juge des libertés et de la détention, dans la procédure relative à la demande de maintien en hospitalisation complète concernant **M. Hervé MOURRE**.

PJ : copie de l'ordonnance

Le 24 Avril 2020

Le greffier,



RÉCÉPISSÉ
D'UNE NOTIFICATION D'ORDONNANCE
DU JUGE DES LIBERTÉS ET DE LA DÉTENTION

Le procureur de la République reconnaît avoir reçu notification le 24/04/2020 à 14 heures 22 de
l'ordonnance concernant M. rendue le 24 Avril 2020.

Nous, Lionel SABATER-BONO, déclarons :
☒ ne pas nous opposer à l'exécution de la présente décision
☐ nous opposer à l'exécution de la présente décision

Signature :

Lionel SABATER-BONO
Procureur de la République
adjoint